

Unité inter-départementale Hautes-Pyrénées-Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 21/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARQUIS DE CAUSSADE SAS

Route de Cazaubon

32800 EAUZE

Références : 2022-0149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement MARQUIS DE CAUSSADE SAS implanté Route de Cazaubon 32800 EAUZE. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 20 novembre 2020 et à la visite d'inspection du 16 novembre 2021 qui avait permis de lever la majorité des non-conformités (items 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 de l'article 1 et items 4, 5 et 7 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure susvisé). Elle a pour objectif de vérifier la levée des dernières non conformités objet de l'arrêté de mise en demeure dont une échéance avait été fixée au 31/01/2022 pour permettre à l'exploitant de se mettre en conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARQUIS DE CAUSSADE SAS
- Route de Cazaubon 32800 EAUZE
- Code AIOT dans GUN : 0006810234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Marquis de Caussade exploite sur la commune d'Eauze une activité de stockage d'alcool de bouche réglementée par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de l'inspection du 16 novembre 2021
- arrêté de mise en demeure du 20 novembre 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
moyens de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 1	/	Sans objet
Isolement du réseau des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2	/	Sans objet
traitement des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2	/	Sans objet
sécurisation du site	AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2	/	Sans objet
dispositif de désenfumage	AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2	/	Sans objet
Atex	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.8	/	Sans objet
protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier que l'exploitant a réalisé sur la période s'étalant de novembre 2021 à janvier 2022, l'ensemble des travaux de mise en conformité permettant de respecter l'arrêté de mise en demeure du 20 novembre 2020.

Ainsi, suite à cette visite, il est proposé à Monsieur le préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 20 novembre 2020.

Cette visite d'inspection a permis également d'identifier que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2019 n'étaient pas applicables au site, notamment les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales potentiellement polluées. L'exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet une demande de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral. Cette demande devra être argumentée et justifiée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : moyens de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : Article 1er 7ème item La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes : faire valider les moyens de défense contre l'incendie par le service départemental d'incendie et de secours du Gers (article 8.7.1)
Constats : Le SDIS 32 est venu sur site le 20 janvier 2022 pour faire un point avec l'exploitant sur les moyens de défense incendie externe. Lors de la régularisation de l'activité du site en 2019, le SDIS avait demandé la mise en place de 3 prises d'aspiration permettant un débit de 240 m ³ /h sur la réserve d'eau de 750 m ³ /h. Sur site, lors de la visite du site du 20 janvier 2022, le SDIS 32 a constaté que la bâche de 750 m ³ disposait uniquement de 2 prises d'aspiration mais que l'exploitant disposait d'une autre bâche incendie de 350 m ³ avec 2 prises d'aspiration (bâche appartenant au site Domaine de Montesquiou utilisable par le site Marquis de Caussade via une convention de mutualisation du 12 mai 2015) ainsi qu'un poteau incendie externe permettant de délivrer un débit de 28 m ³ /h. Le SDIS32 a validé que ces moyens supplémentaires permettaient d'atteindre le débit minimum requis de 240 m ³ /h. Toutefois, ces moyens incendie ne se situent pas à moins de 100 mètres de toute partie des bâtiments abritant les installations de stockage d'alcool. Il a donc été convenu que l'exploitant mette en place une colonne sèche entre les chais n°1 et n°3. Un courriel du 24 janvier 2021 du SDIS 32 précisait leurs attentes et demandait la transmission d'un plan de la défense extérieure contre l'incendie du site, plan transmis par l'exploitant par courriel du 26 janvier 2022. La visite conjointe DREAL/SDIS 32 du 07 mars 2022 avait pour objectif de valider ce plan de défense incendie. Il a été constaté: - la présence de la bâche de 750 m ³ avec 2 aspirations, un marquage au sol de l'aire d'aspiration ainsi qu'un affichage de la contenance de la bâche ainsi que du plan incendie, - la mise en place d'un passage piéton permettant d'accéder à la bâche du site voisin Domaine de Montesquiou - la mise en place de la colonne sèche: cette dernière n'est pas encore totalement opérationnelle: l'exploitant n'a toujours pas reçu les demi-raccords en diamètre 100 et diamètre 65. Suite à la visite, il est demandé de positionner des vannes en amont des raccords pompiers et de mettre en place un affichage au niveau des 2 prises raccordées à la colonne sèche. Les moyens de défense incendie du site ayant été validés lors de cette inspection par le SDIS 32, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 20 novembre 20200 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement du réseau des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Article 2 1er item La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes : mettre en place, en sortie du dispositif de traitement des eaux pluviales, un système permettant l'isolement du réseau pluvial de l'établissement par rapport au milieu naturel (article 4.9),
Constats : Au regard du peu de circulation de véhicules sur le site, l'exploitant avait demandé, suite à la visite d'inspection de 2020, de modifier la prescription de l'article 4.9 de l'arrêté préfectoral du 26/11/19. Ainsi, il avait été demandé de réaliser des prélèvements et analyses des eaux pluviales pour vérifier leur qualité. Une analyse a été réalisée le 25 novembre 2021. Aucun des paramètres mesurés (pH, DCO, MES, HCT) n'a été détecté. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que la seule activité du site est du stockage d'alcool: l'activité de mise en bouteille n'est plus présente sur le site (cessation actée dans le cadre de la régularisation objet d'un nouvel arrêté préfectoral du 26/11/2019) et que par conséquent il n'y a plus de risque lié à des déversements de process. Le nombre de chargement / déchargement d'alcool est d'environ 1 par semaine et les 2 aires de chargement déchargement du site sont sur rétention. Les analyses réalisées en novembre 2021 confirment l'absence de pollution dans les eaux de ruissellement. L'exploitant doit adresser à Monsieur le préfet une demande de modification des conditions d'exploitation du site imposées par l'AP du 26/11/2019. Le deuxième item de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 20 novembre 2020 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Article 2 2ème item La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes : mettre en place un dispositif de traitement des eaux pluviales permettant de respecter les valeurs limites de rejet (article 4.8).
Constats : Au vu des résultats de l'analyse du 25/11/2021 sur les eaux pluviales (cf.point de constat précédent), les eaux pluviales du site ne sont pas polluées et respectent les valeurs limites de rejets de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 26/11/2019. Aucun traitement n'est donc nécessaire. L'exploitant doit solliciter auprès de Monsieur le préfet une demande de modification des conditions d'exploitations imposées par l'AP du 26/11/2019 sur ce point également.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : sécurisation du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, sécurisation du site
Prescription contrôlée : Article 2 3ème item La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes : sécuriser le site en interdisant aux tiers, par tout dispositif approprié, l'accès au chemin communal traversant le site et clôturer le chai n° 7 et sa rétention déportée (article 7.2 et porter à connaissance du 24/08/18),
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que le site était entièrement clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : dispositif de désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, dispositif de désenfumage
Prescription contrôlée : La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes : mettre en place les dispositifs de désenfumage sur les chais n° 3, 3bis et 7 en respectant les règles techniques mentionnées à l'article 8.5,
Constats : L'exploitant a mis en place des ouvertures latérales sur la totalité de ces chais. Les travaux ont été réalisés en décembre 2021. L'exploitant a présenté l'attestation de fin de travaux de la société Sécuris du 13 janvier 2022: cette attestation précise que les systèmes de désenfumage mis en place représentent plus de 1% de la surface de chaque bâtiment et respectent les règles techniques mentionnées à l'article 8.5., Les dispositifs de désenfumage ont été vus lors de l'inspection et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées. L'item 6 de l'article 2 de l'APMD du 20/11/2020 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Atex

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.8
Thème(s) : Risques accidentels, Atex
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude ATEX afin de déterminer les différentes zones à atmosphère explosible de l'établissement. Les préconisations et les éventuels travaux à mettre en œuvre devront faire l'objet d'un échéancier à transmettre à l'inspection des installations classées dans les 2 mois suivant la réalisation de l'étude.
Constats : L'étude ATEX réalisée par l'organisme APAVE le 22/07/20 a été transmise à l'inspection le 16/10/20. Ce document ne met pas en exergue des non-conformités mais préconise certaines mesures : <ul style="list-style-type: none">- surveillance permanente pendant les transferts d'alcool,- enlever les bouteilles de gaz stockées dans le chai n° 4 (fait : vu lors de la visite d'inspection),- assurer une formation du personnel intervenant dans les zones ATEX. Lors de la précédente inspection du 16/11/2021, il a pu être constaté que les deux premières mesures avaient bien été prises en compte par l'exploitant. Il avait été demandé à l'exploitant de faire suivre par les employés intervenant dans les zones ATEX une formation aux risques d'explosion (annexes 3 et 4 de l'étude ATEX). Les 2 employés du site ont suivi cette formation le 17/01/2022 et les attestations de formation ont été transmises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur. Par la suite, cette vérification est réalisée tous les 2 ans. La vérification complète des dispositifs de protection est réalisée sous un délai de 1 mois après leur installation. Une vérification visuelle des dispositifs de protection est réalisée annuellement par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum de 1 mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum de 1 mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification finale réalisée par la société Dalibart et Nollet certifié Qualifoudre. Ce rapport en date de janvier 2022 atteste que les non-conformités identifiées dans le rapport initial ont été levées et que l'installation est dorénavant conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet